

SYMPOSIUM CONJOINT DE L'OMC -
" Le processus de mise en oeuvre des ADPIC "

Anne-Sophie BRUN et Chantal-PEGAZ-GAJOWKA,
Belleville-sur-Saône

Dans le cadre de la mission qui lui est confiée par le conseil d'administration de l'AIDV, Maître PEGAZ a assisté, le mercredi 16 septembre 1998, au premier symposium conjoint de l'OMPI et de l'OMC qui se tenait à Genève.

Pour comprendre l'intérêt de ce colloque, il convient de faire un bref rappel historique de la législation de la Propriété Intellectuelle.

Plus d'un siècle a été nécessaire pour que la protection internationale se mette en place. Son évolution a été assez lente, chaotique, mais elle a connu une réelle accélération avec la signature des **accords du GATT** (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1994.

Jusqu'alors, il existait un certain nombre de traités et accords bilatéraux mais aucun texte n'avait la portée du GATT.

Cette protection prend racines au siècle précédent, plus précisément en 1883 avec la **Convention de Paris** sur la propriété industrielle. Celle-ci a défini le domaine de cette propriété industrielle, dans son article 1-3), le vin y est mentionné au titre d'une de ses composantes.

Puis en 1923, une réunion très importante des principaux pays producteurs de vin a permis la naissance de l'**Office International du Vin** (devenu «de la vigne et du vin» en 1958).

Deux autres traités essentiels s'inscrivent dans l'évolution de cette protection. Il s'agit dans un premier temps de l'**Arrangement de Madrid** de 1891 qui traite de la répression des indications de provenance, fausses ou fallacieuses; révisé à Washington en 1911 et auquel on a ajouté l'**acte additionnel de Stockholm** de 1967 et modifié en 1979 : il traite de la protection des Appellations d'Origine et de leur enregistrement national.

Cependant, tous ces traités n'offraient qu'une vision étroite du problème. Il a donc fallu attendre les **accords du GATT** pour un éclairage mondial.

Les travaux de recherche ont débuté en 1986 et ont trouvé leur conclusion avec le cycle de l'Uruguay dont l'acte final a été signé à Marrakech le 15 avril 1994. Ces accords portent non seulement sur l'agriculture, les mesures sanitaires et les obstacles techniques au commerce mais ils ont aussi permis la création d'un organe essentiel : l'**Organisation Mondiale du Commerce** (OMC) et la signature des **Accords sur les Droits de la Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce**

JOINT SYMPOSIUM OF WIPO and WTO
The application process of the Agreement on TRIPS

Anne-Sophie BRUN and Chantal-PEGAZ-GAJOWKA,
Belleville-sur-Saône

As part of the responsibility entrusted to her by the board of directors of the IWLA, Ms. PEGAZ attended the first joint symposium of WIPO and WTO held in Geneva on 16 September 1998.

In order to understand the relevance of this meeting, it is necessary to give a brief historical background of the laws on Intellectual Property.

It took more than a century for the international protection of intellectual property to be set up. It evolved very slowly and in a haphazard way. Its acceleration was prompted by the signing of the **GATT** (General Agreement on Trade and Tariffs) agreements in 1994.

Until then there were some bilateral treaties and agreements but none had as wide a scope as the **GATT** agreements.

This form of protection dates back to the last century. To be more precise, the idea was first launched by the **Paris Convention** on industrial property in 1883. This Convention defined the scope of industrial property. In the article 1-3), wine is mentioned as one of the items.

Then in 1923, a very important meeting of the main wine producing countries gave rise to the **International Wine Office** (which became the «International Vine and Wine Office» in 1958).

Two other crucial treaties mark the development of this protection process. On the one hand there is the **Madrid Agreement** in 1891, which cracks down upon false or deceptive indications regarding the origin, revised in Washington in 1911. On the other hand, this agreement is supplemented by the «**Additional Act to the Stockholm Convention**» in 1967 and modified in 1979. This act deals with the protection of geographical indication identifying wines and its registration within the country.

However, these treaties only portrayed part of the problem. Only the **GATT agreement** could bring this issue into limelight world-over.

Research works started in 1986 and ended with the Uruguay Round whose last act was signed in Marrakech on 15 April 1994. Not only did these agreements deal with agriculture, health measures and technical obstacles to trade but have also led to the launching of an institution essential for trade, viz. the **World Trade Organisation** (WTO), and to the signing of the **Agreement on Trade-related Aspects of Intellectual Property Rights** (TRIPS). The latter highlights the

(ADPIC). Ces derniers mettent en évidence les liens étroits qui unissent l'OMC récemment créé et l'**Organisation mondiale de la Propriété industrielle (OMPI)**.

L'OMPI joue un rôle essentiel dans cette lutte internationale contre la fraude. En effet, la protection du vin passe nécessairement par la protection du nom, de l'appellation, de la provenance du produit. De ce fait, afin de souligner l'apport essentiel des ADPIC, il faut dans un premier temps, présenter l'OMPI pour mettre en valeur son rôle dans la protection mondiale du vin (I), et en second lieu, insister sur les nécessités et le contenu de tels accords ainsi que leur portée internationale (II)

1. L'OMPI, une organisation clef dans la protection internationale du vin

La propriété intellectuelle joue un rôle de plus en plus important sur la scène internationale du fait de la mondialisation des échanges. L'OMPI a pour vocation de veiller à ce que les droits des créateurs soient protégés à travers le monde.

Dans un premier temps, il est nécessaire de souligner l'origine, la création et le fonctionnement de l'OMPI (A), pour mettre en évidence son rôle, en général, et plus particulièrement dans la protection internationale du vin (B).

A. Création et fonctionnement

Si l'OMPI a été créé en 1970, les origines de la protection de la propriété industrielle remonte au siècle dernier.

En 1883, la **Convention de Paris** a été signée afin d'aider les habitants d'un pays donné à obtenir que leurs créations industrielles soient protégées dans d'autres pays par des titres de propriété industrielle, tels que les brevets d'invention, les marques, les dessins ou modèles industriels. Un an plus tard, cette convention est entrée en vigueur avec la création d'un bureau chargé des tâches administratives.

En 1886, la **Convention de Berne** est signée: elle protège les œuvres littéraires et artistiques. Là encore est mis en place un bureau pour les tâches administratives. Ces deux bureaux sont alors réunis pour former les **BIRPI (Bureaux Internationaux Réunis pour la protection de la Propriété industrielle)**.

Après avoir déménagé de Berne à Genève, c'est en 1970 qu'entre en vigueur la Convention créant l'OMPI. De ce fait les BIRPI deviennent l'OMPI. En 1974, l'OMPI devient une des 16 institutions spécialisées des Nations Unies.

Actuellement, l'OMPI réunit 171 membres c'est-à-dire 90% des pays du monde. En son sein, 650

close links that relate the recently launched WTO with the World Intellectual Property Organisation (WIPO).

WIPO plays a cardinal role in fighting fraud in the world. In fact, protection of wine essentially means, protecting the name, the appellation and the origin of the good. In order to underline the essential contribution of the Agreement on TRIPS, it becomes necessary firstly to give an introduction to WIPO highlighting its role in world-wide protection of wine (I) and secondly to lay emphasis on the need and the contents of such agreements and their international scope (II).

1. WIPO, a key organisation in the protection of wine world-wide

Intellectual property has been playing an increasingly important role on the international scene with the progress of global exchanges. WIPO's role is to make sure that the inventors' rights are protected all over the world.

Firstly, it would be appropriate to trace the origin, the launching and the working of WIPO (A) in order to make its role clear, in general and more precisely in the field of wine protection world-wide (B).

A. Launching and working

Although WIPO was launched in 1970, industrial property protection dates back to the last century.

In 1883, the **Paris Convention** was signed. Its aim was to protect the interests of inventors by ensuring that their industrial inventions are protected in other countries with the help of letters patent, registration of trade marks, designs and industrial models. A year later, this convention came into force with the launching of an office responsible for administrative formalities.

In 1886, the **Berne Convention** meant for protecting literary and artistic works was signed. An office for administrative work became necessary here. The above two offices were grouped to form the **International Bureau for the Protection of Industrial Property (BIRPI)**.

The Convention moved from Berne to Geneva and in 1970 the Convention which launched WIPO came into force. BIRPI thus became WIPO. In 1974, WIPO became one of the 16 specialised institutions of the United Nations.

At present, WIPO totals about 171 Members that is 90% of the countries in the world. About 650

fonctionnaires y travaillent. Ils sont originaires de 67 pays différents. Leurs missions et leur mandat ne cessent de se développer. Ses principaux organes de décision sont : l'Assemblée générale, la Conférence et le Comité de coordination. Le directeur général est, à ce jour, le Dr. Kamil Idris. Avec un budget de 383 millions de francs suisses, l'OMPI administre 21 traités internationaux (dont 15 pour la propriété industrielle).

En 30 ans, l'OMPI s'est développée de manière impressionnante. A travers sa fonction de protection des droits de propriété industrielle, elle facilite le commerce international en assurant un environnement stable pour la commercialisation des produits.

B. Le rôle de l'OMPI.

Le rôle de l'OMPI est la protection de la propriété intellectuelle. Cette mission particulièrement vaste se retrouve dans le programme de travail de l'organisation.

- L'OMPI harmonise ou tente d'harmoniser les législations et procédures nationales en matière de propriété industrielle. Elle offre des prestations de services relatives aux demandes internationales de titres de propriété industrielle.

- Vis à vis des pays en voie de développement, elle s'attache à fournir des services de formation et une assistance juridique et technique.

- Elle peut aussi régler des litiges de propriété industrielle d'ordre privé.

- Enfin, actuellement, un des points essentiels sur lequel l'OMPI s'engage, est l'adaptation aux bouleversements techniques survenus notamment dans le domaine de l'information et de la communication.

Sa mission de protection de la propriété intellectuelle à travers le monde et dans la coopération interétatique se retrouve matérialisée dans deux branches essentielles: la propriété industrielle et le copyright.

La propriété industrielle qui nous intéresse en l'espèce, inclut la protection des noms de marque, l'indication des sources et l'appellation d'origine. Ces deux derniers termes sont recouverts sous le nom plus générique d'«indications géographiques».

Or au fil des nombreux traités et accords, on s'aperçoit que ces notions ne sont pas précises et qu'il existe des divergences concernant leur définition. De ce fait, en adoptant les ADPIC, la situation a été clarifiée en offrant au monde une seule et unique version du terme «indication géographique».

Ceci est en réalité une des raisons pour lesquelles les ADPIC ont été signés.

civil servants, coming from 67 different countries work for WIPO. Its mission and scope are ever expanding. Its main organs are: the General Assembly, the Conference and the Coordination Committee. Dr. Kamil Idris is its present Director General. With a budget of 383 million Swiss Francs, WIPO supervises 21 international treaties (of which 15 are relative to industrial property).

Over the last 30 years, WIPO's development has been spectacular. By playing its role which consists in protecting industrial property rights, it facilitates world trade by creating a stable atmosphere conducive for marketing various goods.

B. The WIPO's role

The WIPO's role is to protect intellectual property. This particularly elaborate task is reflected in the working programme of the organisation.

- The WIPO harmonises or tries to harmonise national laws and procedures concerning industrial property. It provides assistance in matters of international industrial patent registrations.

- For developing countries, it strives to provide training and legal and technical assistance.

- It is competent to settle any dispute pertaining to industrial property between individuals.

- And finally, in the present day circumstances, one of the essential commitments of WIPO is to the technical advancement occurring in the fields of information and communication.

Its mission which consists in the protection of intellectual property world-wide and of plurilateral cooperation is more than fulfilled in the fields of industrial property and copyright.

In fact, industrial property which concerns us relates to trademark protection, indication regarding the origin and appellation of origin. The last two terms are covered under a more generic heading «geographical indications».

However, several treaties and agreements proved that these notions were not clear enough and there was no unanimously approved definition for these terms. For this reason, the signing of the Agreement on TRIPS clarified certain aspects by giving a single definition to the expression «geographical indications».

This is one of the reasons why the Agreement on TRIPS was signed.

II. Les accords sur les droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Les ADPIC signés le 15 avril 1994 à Marrakech mettent fin au cycle de l'Uruguay. Leur portée internationale est immense : c'est pourquoi il faut examiner les raisons qui ont poussé la communauté mondiale à l'adopter (A), étudier son contenu tout en soulignant l'avancée que leur signature a permis (B) et rechercher leurs efforts dans le commerce international (C).

A. Les nécessités d'un tel accord.

On peut trouver au moins deux raisons essentielles à de tels accords.

1). La première vient de la situation internationale. En effet, on assiste depuis de nombreuses années maintenant à un phénomène de mondialisation du commerce. Celui-ci ne cesse d'augmenter. Les produits à forte valeur ajoutée sont les premiers à profiter de cette situation.

Cependant cette mondialisation offre beaucoup de tentations et en particulier elle permet une fraude à grande échelle. Le vin, élément toujours présent du commerce mondial, est de ce fait aussi très exposé à ces risques. Le principal danger qui le guette est l'appropriation d'un nom, d'une appellation d'origine, d'une indication de provenance, c'est-à-dire, une «indication géographique» pour un produit qui n'est pas originaire du lieu indiqué. On parle souvent en l'espèce, d'usurpation.

Dans les pays producteurs de vins et particulièrement la France, des moyens ont été mis en œuvre autant par les particuliers que par les autorités afin de mener une politique de protection de ces vins par la personnalisation. En outre, une bonne protection est le seul moyen pour les producteurs pour que leurs produits soient reconnus et appréciés.

Il était donc indispensable d'harmoniser et de renforcer cette protection de l'«indication géographique».

2). Pour ce faire et pour que celle-ci soit efficace, il fallait d'abord s'entendre sur la notion d'«indications géographiques». Or, depuis des années, les accords et traités donnaient chacun leur propre définition.

• L'Arrangement de Lisbonne, par exemple, distinguait l'«indication de provenance» -qui est le nom du pays ou du lieu où les marchandises ont été fabriquées (mais qui n'indique pas de caractéristiques spécifiques du produit dépendant de son origine géographique particulière) - de l'«appellation d'origine». La qualité du produit désigné par celle-ci est dûe exclusivement au milieu géographique et inclut des facteurs naturels et humains.

II. Agreement on Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights

The Agreement on TRIPS was signed on 15 April 1994 in Marrakech at the end of the Uruguay Round. It is of great importance on the international scene. That is why it becomes necessary to examine the reasons which led the international community to adopt it (A), to study its content whilst laying emphasis on the leap taken ahead due to its signature (B) and to look for its contribution to world trade (C).

A. The need for such an agreement

At least two essential reasons may be cited for the existence of such an agreement.

1) The first reason results from the international scene. For several years now, world trade has been growing at a phenomenal rate. Goods with a high added value are the ones which benefit the most from this situation.

However, this new tendency towards globalisation of trade is a very tempting situation. In a way, it encourages circulation of counterfeit goods. Wine, which has always been a commodity on the world markets is therefore not free from danger. The main risk is the fraudulent use of the appellation of origin, an indication about the origin, that is, «geographical indication», for a good. In this context, the term encroachment comes up often.

In wine producing countries, particularly in France, measures towards wine protection by customising them, have been introduced by individuals as well as by public authorities. Moreover, protection is the only way by which wine-makers can make sure that their produce is recognised and appreciated for its quality.

It was therefore indispensable to harmonise and reinforce the protection mechanism of «geographical indication».

2) A consensus over the definition of «geographical indication» was an essential prerequisite if the above goal were to be achieved. But most treaties and agreements over the years gave their own definition to the term.

• The Lisbon Agreement, for example, made a distinction between «indication of origin» which was the name of the country or place where the goods were manufactured (which does not necessarily indicate the special characteristics of the good owing to its geographical origin), and «appellation of origin». The quality of the good bearing the «appellation of origin» is exclusive to the geographical background and takes into account the natural and human factors.

- Le règlement CEE n° 2081/92 quant à lui, faisait une distinction entre une «appellation d'origine» et une «indication géographique» (pour laquelle le lien avec le lieu d'origine est moins fort).

Devant ces difficultés terminologiques, pour assurer une bonne protection, il fallait en premier lieu une compréhension identique des termes par chacun.

B. Le contenu des ADPIC

Signés le 15 avril 1994, ils sont entrés en vigueur le 1er janvier 1995. Les articles relatifs à la protection du vin sont au nombre de trois: 22, 23 et 24.

- L'article 22 établit un principe général. Il énonce de façon formelle la définition des «indications géographiques»: elles «servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un Membre, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans le cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.» En outre, il en interdit l'usage illicite qui pourrait induire le public en erreur, et il prohibe toute utilisation qui consisterait en un acte de concurrence déloyale.

- L'article 23 contient des conditions spéciales pour les «indications géographiques». Il interdit en particulier l'usage des «délocalisantes» comme les termes: «style», «genre»... et il affirme que les «indications géographiques» ne peuvent être enregistrées comme des marques commerciales. Il énonce, en outre, la nécessité d'établir un registre international de ces indications.

- Enfin, l'article 24 intitulé «Négociations internationales; exceptions» énonce tout d'abord l'existence d'une clause de «non érosion». Celle-ci signifie qu'un membre de l'OMC ne peut pas diminuer le niveau de protection qui existait précédemment à ces accords dans son pays. De plus, cet article incite grandement les pays signataires à entrer en négociations bilatérales pour augmenter le niveau de protection par un tissage compact de traités et accords.

En ce qui concerne les exceptions, les ADPIC permettent que subsistent les appropriations incorrectes d'indications géographiques si le nom a été utilisé de bonne foi ou s'il a été utilisé pendant plus de 10 ans.

C. Les apports des ADPIC.

Les apports des ADPIC ne sont pas contestables. C'est le premier accord multilatéral mondial qui contient des dispositions sur les indications géographiques. Les vins et produits agricoles montrent le chemin qui devrait amener à une protection plus importante des produits manufacturés ou artisanaux.

En outre, le 1er janvier 1996 est entré en vigueur un accord entre l'OMPI et l'OMC. Il prévoit des activités de coopération concernant la mise en œuvre

- As for the EC regulation 2081/92, it differentiated between «appellation of origin» and «geographical indication» (in which case, the link with the place of origin is less pronounced).

In order to ensure good protection, these terminological differences had to be overcome and a consensus had to be reached about the significance of the term.

B. The contents of the Agreement on TRIPS

Signed on the 15 April 1994, it came into force on 1 January 1995. There are three articles relative to the protection of wine, viz., articles 22, 23 and 24.

- Article 22 lays down a general principle. It formally defines the term «geographical indication» as «indications which identify a good as originating in the territory of a Member or a region or locality in that territory, where a given quality, reputation or other characteristics of the good is essentially attributable to its geographical origin». Moreover, it prohibits illicit use of geographical origin which may mislead the public and which may amount to unfair competition.

- Article 23 lists out the special conditions to which «geographical indications» are subjected. It condemns the use of «delocalising» terms such as «style», «kind» and so on. It also lays down that «geographical indications» may not be registered as trademarks. It even lays emphasis on the need to draw up an international register listing these indications.

- Article 24 called «International negotiations; exceptions» states the existence of a «non-erosion» clause. This means that a Member of WTO cannot diminish the level of protection existing in the country immediately prior to this agreement within the country. Moreover, this article largely encourages the signatory states to carry on bilateral negotiations to increase the level of protection by weaving a compact network of treaties and agreements.

As for the exceptions, the Agreement on TRIPS allows incorrect appropriations of geographical indications if the name is used in good faith or if it has been in use for more than 10 years.

C. Contributions of the Agreement on TRIPS

The Agreement on TRIPS has made its contributions which have been established beyond any doubt. It is the first multilateral agreement signed at an international level which gives directives concerning geographical indications. Wine and other agricultural goods pave the way for increased protection for manufactured and handicrafts.

Moreover, on 1 January 1996, an agreement between WIPO and WTO came into force. This agreement will lead to cooperation in the field of application

des ADPIC, par exemple la notification des lois et règlements, ainsi qu'une assistance juridique et technique, et des activités de coopération technique en faveur des pays en voie de développement.

Le premier symposium conjoint de l'OMPI et de l'OMC a permis la réalisation d'un constat de l'état du processus de mise en œuvre des ADPIC. C'est la première fois qu'une telle réunion avait lieu, mettant ainsi en évidence la forte coopération entre les deux organes.

1). Dans un premier temps, il a été question des activités et du rôle du Conseil des ADPIC. Mme C.LUZ GUARDA (ambassadrice et ancienne présidente du Conseil des ADPIC) a développé deux points:

- la mise en œuvre des ADPIC
- la situation du vin.

• Afin d'appliquer les ADPIC, les pays membres doivent procéder à une modification de leur législation interne. Pour cela, ils doivent la notifier au Conseil et expliquer la manière dont ils comptent appliquer les accords. Pour les 33 membres, il a fallu plus de 20 000 pages de législations, 4 000 questions et au moins 2 000 pages de réponses. Ce travail herculéen a été rendu possible par une excellente collaboration entre les secrétariats des deux organisations.

*Un rapide bilan a été dressé, concernant la situation internationale du vin. Par l'article 23 précédemment cité, un système multilatéral de notifications et d'application des accords (pour les vins), et un système de notifications et d'enregistrement (pour les boissons spiritueuses) sont mis en place peu à peu. L'Union européenne a proposé un modèle d'enregistrement des IGP qui a été étudié le 17 septembre.

2). Dans un deuxième temps, M R. RAITH (chef de la section de la propriété industrielle à la Direction générale des relations extérieures de la Commission européenne) a tiré les enseignements de l'examen des législations:

• D'une part, l'Union européenne prend place au cœur du processus de mise en œuvre des ADPIC: elle a formulé plus de 1 000 questions aux membres de l'OMC et a reçu 2 000 questions des autres membres. Cependant, des problèmes se posent quant aux questions et réponses formulées. Il est nécessaire que les textes soient récents, bien traduits et que les questions soient pointues, mais présentées dans un cadre général. La situation est encore plus complexe pour les réponses du fait de l'existence en Europe de deux systèmes juridiques très différents (Common Law et Droit romain). Tout ceci rend difficile la coordination au sein de l'Union européenne.

of TRIPS, for example, by informing people of the laws and regulations, by providing legal and technical assistance and by promoting technical cooperation with developing countries.

The first joint symposium between WIPO and WTO has helped to take note of the state of affairs as far as the application of the Agreement on TRIPS is concerned. It is the first time that such a meeting took place. This proves the close cooperation between the two institutions.

1) Firstly, a discussion over the activities and the role of the Council for TRIPS was held. Mrs. C.LUZ GUARDA (ambassador and former president of the Council for TRIPS) elaborated the two following points:

- the application of the Agreement on TRIPS
- the situation of wine

• In order to apply the Agreement on TRIPS, Member states have to modify their domestic legislation. For this purpose, they should inform the Council of their legislation and explain the way in which they intend to apply the Agreement on TRIPS. For the 33 Member states, more than 20,000 pages of legislation, 4,000 questions and at least 2,000 pages of answers were needed. This Herculean task was made possible thanks to the excellent cooperation between the secretariats of the two organisations.

* The situation of wine on the international scene was quickly summarised. A multilateral system of notification and of application of the agreement (for wine) and a system of notification and registration (for spirits) were gradually set up as the off-shoots of article 23 mentioned above. The EU proposed a registration model for PGIs which was studied on 17 September.

2) Secondly, Mr. R. RAITH (Head of the industrial property section in the Directorate of external relations of the European Commission) drew conclusions after examining various legislations.

• On the one hand, the EU takes active part in the application of the Agreement on TRIPS. The EU addressed more than 1,000 questions to the Members of WTO and was asked about more 2,000 questions to other Members. However, problems arise during the question and answer sessions. The texts in question should be recent, well translated and questions need to be very specific fitting into a general frame. The situation is all the more complicated as there exist two extremely different types of legal systems in Europe (the Common Law and the Roman Law). Due the above reasons, it is not very easy to coordinate the activities within the European Union.

*D'autre part, pour les autres membres de l'OMC, beaucoup d'efforts ont été fournis pour favoriser l'application des ADPIC.

3). En dernier lieu, M. DAVEY, directeur de la division des affaires juridiques de l'OMC a développé le système de règlement des différends.

La procédure est très complexe et précise. Les litiges sont dans un premier temps soumis au directeur général de OMC qui tente une médiation dans les 60 jours. En cas d'échec, entre en jeu ORD (**Organe de règlement des différends**). Un groupe spécial est créé, afin d'émettre des recommandations, une fois les thèses de chaque partie exposées. Au bout de 9 mois, un rapport définitif est rendu. Il peut faire l'objet d'un appel. Toutefois, sur 15 appels, à ce jour enregistrés, seul un s'est conclu par une infirmation du rapport du groupe spécial.

La partie perdante a trois mois pour appliquer la décision; sinon la partie gagnante demande des dommages et intérêts et l'ORD peut procéder à des mesures de rétorsion financière.

Les résultats semblent encourageants: sur 14 appels, 6 décisions ont été mises en œuvre, et 8 autres ont reçu un délai raisonnable pour cette mise en œuvre.

Ainsi, trois ans après l'entrée en vigueur des ADPIC, l'OMPI et l'OMC dressent un bilan positif de leur coopération pour l'application de ces accords. Même si celle-ci n'en est qu'au commencement, il semble que les efforts de la communauté internationale soient constants, du fait d'une réelle motivation. On peut donc, grâce à ce symposium, espérer une évolution encourageante pour l'avenir.

* On the other hand, there have been several efforts to ensure the application of TRIPS in the non-EC Members of WTO.

3) Lastly, Mr. DAVEY, director, legal affairs division of WTO, has developed a system to deal with disputes.

The procedure is very complex and precise. A dispute is first presented to the Director General of WTO who tries a mediation attempt within the first 60 days. If this attempt were to fail, the **Dispute Solving Body (DSB)** comes into action. Once both sides present their case, recommendations are formulated by a special group which is constituted for this very purpose. At the end of 9 months, the final report is submitted. The report may be subjected to an appeal. However, out of the 15 appeals recorded until today, only one of the appeals resulted in the dismissal of the report of the special group.

The losing party has three months for applying the decision. Otherwise, the winning party has the right to claim for damages and the DSB may apply financial sanctions.

The results seem to be encouraging: out of 14 appeals, 6 decisions were applied and 8 others were given a reasonable time limit to apply the decisions.

Thus, at the end of five years of the Agreement on TRIPS entering into force, WIPO and WTO rate the results as being very positive. Even though the Agreement on TRIPS is just the beginning, it would seem as though the international community is really motivated around this issue and is putting in constant efforts. This symposium is therefore very promising and gives plenty of hope for the future